

TADAKATSU SANO

Avocat, Jones Day, ancien directeur général du Bureau des politiques commerciales et vice-ministre des Affaires internationales du Japon

Thomas GOMART

Après le point de vue des États-Unis et ce que vous avez dit au sujet du changement climatique et de l'éducation, je me tournerai vers M. Sano. Après son exposé, nous nous déplacerons au Moyen-Orient avant de nous rendre dans l'est de l'Europe.

Tadakatsu SANO

J'ai visité rapidement Rabat hier soir et j'ai été très impressionné, notamment par la stature des gardes devant les monuments. Ils sont tous grands, presque deux mètres, et je ne fais que 1,65 m. Je les ai pris en photo. J'ai appris que des Marocains avaient immigré en France pour jouer au football. C'est une sorte d'immigration légale et bienvenue du Maroc. On peut voir que si les immigrés ont un certain talent ou s'il existe une autre bonne raison, de nombreux pays développés peuvent trouver une bonne raison de les accepter, mais s'ils sont un fardeau, ils peuvent trouver des raisons de les arrêter.

Permettez-moi de faire trois remarques.

Le premier concerne l'anti-mondialisation, le populisme et, comme l'a dit l'un des modérateurs, les intellectuels établis. J'aimerais aborder la conférence de l'OMC à Seattle en 1999. Le président Clinton souhaitait lancer un nouveau cycle après celui de l'Uruguay en 1994 afin de créer l'OMC. Cette réunion de Seattle a été un désastre, avec 400 manifestants arrêtés. La conférence n'a pas réussi à lancer un nouveau cycle en raison du mouvement anti-mondialisation dirigé par les intellectuels établis.

Les ONG et les pays en développement ont largement parrainé ce mouvement anti-OMC en soulignant les inconvénients pour les pays en développement.

À Seattle, les pays développés avaient l'intention d'inclure de nouvelles questions telles que l'investissement, en plus des questions traditionnelles sur le commerce et les services. À l'époque, le principal problème des ONG était que les gouvernements des pays développés étaient du côté des entreprises mondiales. Les États-Unis soutenaient fermement la mondialisation pour le bénéfice des entreprises nationales en voie de mondialisation rapide.

En passant, il me semble que la mondialisation et l'internationalisation sont deux choses différentes lorsqu'on les applique aux entreprises. Les entreprises internationales respectent les autorités locales et les règles locales, mais les entreprises mondiales souhaitent conserver leurs propres normes mondiales dans toutes leurs activités et pousser tous les pays hôtes à les accepter. C'est la grande différence entre les entreprises mondiales et les entreprises internationales.

Un des problèmes importants dont nous avons discuté lors de la conférence de Seattle était la clause concernant le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, en vertu de laquelle les entreprises internationales pouvaient adresser n'importe quel type de plainte ou réclamation directement au gouvernement hôte. C'était une dimension nouvelle et importante à l'époque où de nombreux accords d'investissement bilatéraux étaient conclus. Mais si vous lisez l'US MCA, vous constaterez que les États-Unis ont retiré cette clause de l'accord conclu entre le Canada et les États-Unis il y a tout juste un an. Dans les négociations sur le TPP menées sous l'administration Obama, les États-Unis avaient dès le début insisté pour que cette clause soit incluse. Comme vous le savez, sous l'administration Trump, les États-Unis se sont finalement retirés du TPP, invoquant notamment la clause du mécanisme de règlement des différends.

Quelle surprise !

Les États-Unis, au nom de toutes les sociétés mondiales, ont initialement proposé ce mécanisme, mais l'ont finalement retiré, en insistant plutôt sur les règles locales. C'est l'un des principaux phénomènes de régression dans ce domaine, il ne concerne ni le commerce, ni les services, mais la réglementation des investissements.

Le deuxième point que je voudrais soulever est les États-Unis contre la Chine.

J'ai parlé de l'impact sur le Japon de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et j'ai dit qu'il ne s'agissait plus d'une guerre commerciale et que le Japon devait se préparer à une longue période au cours de laquelle les relations entre les États-Unis et la Chine évolueraient de manière spectaculaire.

Nous ne connaissons pas les conséquences. Elles peuvent être désastreuses ou elles peuvent être favorables.

En réalité, cette guerre concerne l'hégémonie, en particulier dans le domaine de la cybertechnologie, du cyberspace, de l'IA, etc. Le vice-président Pence a cité l'informatique quantique, Internet, les cyberattaques sur certains types de cyber-technologies ou les interventions nationales, ainsi que la question des droits de propriété intellectuelle, les questions commerciales bilatérales, etc. par conséquent, la partie essentielle n'est pas vraiment le commerce.

Nous pourrions peut-être comprendre les avantages de l'approche de l'UE lorsque nous abordons ce genre de questions dans le cyberspace. Une partie, mais pas la totalité, de la solution pourrait être quelque chose comme le RGPD, le règlement général sur la protection des données, adopté par l'UE, et de nombreuses entreprises, y compris des sociétés mondiales, doivent se conformer à ce règlement. Cela pourrait être un bon point de départ pour s'attaquer au problème.

Le troisième point concerne la Corée du Nord. Pour le moment, le véritable gagnant semble être le président Kim Jong-un. Le président Trump n'a aucun succès en tant que tel, même s'il dit protéger le continent en arrêtant le développement des missiles balistiques intercontinentaux.

Cependant, le véritable problème du Japon, de certains pays voisins et de la communauté internationale, est le désarmement nucléaire, ce qui signifie l'élimination de toutes les armes nucléaires de la péninsule coréenne.

Je ne pense pas que cela se produira. Lorsque la Corée du Nord a soulevé la question d'un traité de paix, les États-Unis en particulier n'étaient pas prêts à entamer des discussions sur ce type d'accord avec la Corée du Nord, la Chine, etc. La raison pour laquelle le Japon n'est pas aussi concerné est que la situation n'a pas changé depuis plus de 30 ans. Depuis le début du développement de son programme nucléaire par la Corée du Nord, le Japon a toujours été sous la menace constante d'une attaque nucléaire et de missiles à moyenne portée.

Le problème principal des États-Unis semble être celui des missiles balistiques intercontinentaux. Donc, quand la Corée du Nord s'est engagée à ne pas développer ni lancer de tels systèmes, Trump a pu dire que les États-Unis étaient sains et saufs, mais le Japon, la Corée et d'autres pays voisins ne sont pas du tout en sécurité. Cependant, comme les acteurs et leurs préoccupations sont différents, le désarmement nucléaire au sens large ne va pas se poursuivre dans un proche avenir.

Le Japon n'est pas vraiment le principal acteur de cette négociation. Je dois vous le dire. Le Japon a-t-il des alternatives ? Non je ne crois pas. Il n'y a aucun moyen de coopérer avec la Corée du Nord. Je suis donc pessimiste quant à l'avenir de la situation dans la péninsule, comme d'habitude.